



FINISTERE

Déclaration CTSD du jeudi 9 novembre 2017

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

L'Unsa Education souhaite tout d'abord faire un premier bilan sur les mesures ministérielles concernant le collège et le lycée.

- Le Diplôme National du Brevet : En 10 ans, le brevet des collèges a été revu à 4 reprises. La session 2017 était la première du DNB "post-refondation". Avant même que les évolutions soient "digérées", le nouveau ministre impose en cours d'année de nouveaux changements pour la session 2018... dont certains sont surtout des retours en arrière. Alors que le ministre veut réduire le nombre d'épreuves terminales au lycée, il augmente leur poids au brevet. Dommage, l'évaluation des domaines du socle permet d'avoir une approche progressive, sur le temps long, des différentes compétences alors que là on va « jouer » une part croissante des points sur des épreuves disciplinaires...en deux jours ! Pour l'Unsa Education, le DNB du 21^e siècle, dont les épreuves rendraient compte réellement des compétences acquises à l'issue de la scolarité commune, reste à construire.
- La réforme du bac/lycée : pour l'Unsa Education, il ne faut pas limiter les mesures prévues à des gestions de flux et à des petites économies (refonte d'APB, réduction du nombre d'épreuves au bac) mais en profiter pour revoir les filières socialement hiérarchisées du bac, réduire les inégalités entre voies, et créer des passerelles et des leviers de réussite pour tous dans l'enseignement supérieur.
- Les « devoirs faits » : même si nous pouvons saluer la louable intention de combattre les inégalités entre élèves en termes d'accompagnement et de ressources en permettant à tous de pouvoir effectuer leurs devoirs au collège et de rentrer à la maison, « devoirs faits ». Les moyens de la mise en œuvre de cette mesure varient selon les établissements, faute de volontaires et/ou de personnels compétents pour les encadrer.
Outre que les journées sont déjà très longues, l'organisation des transports scolaires en milieu rural rend ce modèle inapplicable jusqu' à 18h. L'Unsa Education s'interroge sur les marges de manœuvre budgétaires dont dispose le ministre pour financer ce service d'autant que l'accompagnement éducatif s'est réduit comme peau de chagrin faute de financements depuis plusieurs années, ne subsistant plus que dans les collèges de l'éducation prioritaire.

Le deuxième bilan concerne le premier degré dans le Finistère.

L'Unsa Education regrette qu'un nombre important de remplaçants soit bloqué sur des postes dès la rentrée, surtout en ASH (postes vacants ou collègues partant en formation), mais aussi suite aux départs à la retraite. Le manque de remplaçants va encore une fois créer des situations de tension

dans les écoles pour l'accueil des élèves en cas d'absence de leur enseignant. Nous souhaitons d'ailleurs qu'un bilan sur les remplacements de l'année dernière nous soit communiqué : nombre de demi-journées non-remplacées, nombre d'intervention hors-zone, taux d'« utilisation » des remplaçants, nombre de remplacements effectués en ASH.

Concernant les derniers inévitables acceptés dans le Finistère, les représentants du Syndicat des Enseignants regrettent que les besoins du département priment sur les rapprochements de conjoints et les priorités médicales conformément à la circulaire nationale, laissant aux portes de notre département des familles séparées et des collègues en souffrance. Ces mêmes besoins ont remis cause les temps partiels à 50% pour beaucoup de collègues qui en bénéficiaient jusqu'alors et qui étaient nécessaires à leur équilibre familial et personnel.